

L'inflation, priorité inconséquente de l'aile parlementaire Solidaire

Aucune main tendue vers le Front commun et le mouvement climatique

Le Réseau militant intersyndical (RMI) propose aux instances de circonscriptions de Québec solidaire, car les réseaux militants n'ont droit ni de représentation ni de proposition pour les conseils nationaux et les congrès, en vue du prochain conseil national de février portant sur le bilan électoral que « *Québec solidaire considère les négociations du secteur public comme un axe prioritaire pour l'année qui vient...* ». Fort bien. L'on sait que l'aile parlementaire du parti, qui chemine droit devant sans trop se soucier de la base militante, a comme priorité depuis la rentrée parlementaire post-électorale, priorité renouvelée pour la nouvelle année, la lutte contre la hausse du coût de la vie... et au diable la question climatique, ou tout lien avec elle, supposée prioritaire.

Baisser le coût du logement nécessite une construction majoritaire de logements publics

L'emphase annoncée sur le coût du logement serait pourtant une belle occasion de réclamer un vaste chantier de logements publics écoénergétiques. L'on sait que le parti a laissé tomber sa demande traditionnelle, reprise du FRAPRU, de construire 10 000 logements sociaux écoénergétiques l'an, soit environ 20 % des constructions annuelles, pour l'abaisser à 5 000. Le prétexte de ce lâchage en est une pénurie de travailleurs de la construction pourtant disponibles pour construire des logements privés de plus en plus hors prix par rapport au revenu disponible des ménages afin d'assurer au capital immobilier le taux de profit attendu et une rente foncière grimpante avec l'intensification de l'urbanisation.

L'aile parlementaire, pour plaire aux classes dite moyennes acquise apparemment à l'idéologie de la propriété privée, a substitué, lors de la campagne électorale, aux logements sociaux manquants un programme d'acquisition de maisons unifamiliales et condos, les premières étant par définition antiécologique et pro étalement urbain, bâties sur des terrains publics. Il n'est nullement question que ces maisons et condos soient écoénergétiques. L'acquisition de ces propriétés à prix contrôlé à l'achat comme à la revente se ferait non pas en fonction des besoins (revenu et taille du ménage) mais sur la base du premier arrivé, premier servi. Finalement, à la poubelle et critère climatique-écologique et critère social !

Serait-ce trop demander à l'aile parlementaire de s'inspirer de [Vienne](#), capitale de l'Autriche, où près de 30% des logements sont sociaux et un autre 30% sont une forme de logement public très avantageuse, en y ajoutant une obligation écoénergétique ce qui en pratique signifie une consommation énergétique s'approchant de zéro avec les technologies actuellement connues. Ainsi serait mis en place un des piliers d'une politique climatique pour atteindre une réduction des gaz à effet de serre (GES) de 65% d'ici 2030. En plus ce pilier contribuerait à minimiser, ce qui devrait être une interdiction, la construction privée de maisons unifamiliales et en rangées, causes de l'énergivore étalement urbain, et par là faciliterait l'efficacité du transport collectif.

L'ampleur d'une telle politique de logements sociaux et publics permettrait d'influencer à la baisse les loyers et prix du marché du logement encadrés par un contrôle des loyers responsabilisant les propriétaires et une politique anti-spéculative, ce que réclame aussi le parti. Par contre, le seul contrôle des loyers apparié à une construction minimale de logements sociaux comme c'est le cas au Québec peut peut-être avoir un effet bénéfique à court terme mais au prix d'une aggravation de la pénurie actuelle de logements. Car le manque abyssal de logements dénoncé par tant la SCHL fédérale que par l'IRIS a une seule cause fondamentale : la contradiction entre la rentabilité attendue du marché du logement et l'incapacité de la partie grandissante la plus pauvre des ménages d'y satisfaire. Le seul remède pour répondre au bafoué droit au logement est le logement public tous azimuts.

Une politique anti-inflation se conjugue avec indexation et hausse de salaire et revenu social

L'autre volet d'une politique satisfaisant le droit au logement, tout comme à l'accès à une nourriture quantitativement et qualitativement correcte, est bien sûr une hausse du revenu des ménages les plus pauvres par d'abord et avant tout en ces temps d'inflation une indexation automatique au coût de la vie des salaires et de la panoplie de revenus de soutien découlant des programmes sociaux tel le bien-être social. Comme les ravages de l'austérité ont fait que l'actuel salaire minimum et les revenus d'appoint sont en partant en deçà du minimum vital tout comme les salaires dans les services publics trop bas pour retenir la main-d'œuvre et en embaucher davantage comme il le faudrait pour atteindre une société de prendre soin, un coup de barre vers le haut est nécessaire en plus de l'indexation. L'aile parlementaire n'en souffle mot sauf le salaire minimum qui devrait être haussé à 20\$ et non 18\$ si l'on se fie aux critères de l'IRIS à propos du « *revenu viable* » appliqués à la réalité inflationniste de 2023.

Il en découle que tout appui au Front commun de la part de Québec solidaire ou d'une de ses composantes n'a aucun sens à moins que d'entrée de jeu le parti, dans le cadre de son discours prioritaire au sujet de la hausse du coût de la vie, appuie l'indexation des salaires du secteur public et la hausse du salaire réel exigées par le Front commun. Le ticket d'entrée payé, le point majeur du discours Solidaire à propos du Front commun devrait être d'expliquer que les services publics de qualité en quantité suffisante, et où la rémunération redevient la locomotive qu'elle était dans les années 70, serait le signe d'une société écoféministe de prendre soin, antithèse d'une énergivore société productiviste anti-climat. Cette compréhension politique de la lutte du Front commun boosterait et le morale des troupes et l'appui de la population.

Tout internationaliste conséquent se soucie des crises du logement ukrainienne et birmane

La crise du logement est mondiale avec un point d'orgue dans les pays en guerre comme l'Ukraine et la Birmanie-Myanmar où armée et aviation détruisent villages et villes. À la veille du premier anniversaire de la guerre d'Ukraine, et du deuxième anniversaire du coup d'État militaire birman, il serait grandement temps que les altermondialistes au sein de QS, à commencer par la Commission du parti sur le sujet, exigent du parti qu'il appuie le

gouvernement et le peuple ukrainiens tout comme le peuple birman dans leur lutte de libération nationale contre soit l'envahisseur impérialiste russe et contre l'armée birmane y compris l'envoi d'armes au gouvernement ukrainien et à la résistance birmane.

En particulier que le parti exige que le gouvernement canadien envoie non pas un minable quatre chars d'assaut mais, comme le Canada n'a nul besoin de ces chars, qu'il envoie à l'armée ukrainienne tous ses chars sans en racheter d'autres. La victoire du peuple ukrainien serait une défaite de l'impérialisme, pas seulement russe car les ÉU souhaitent un match nul non pas seulement par peur nucléaire mais surtout par peur de la victoire populaire, et aussi une défaite de l'extrême-droite dont Putin est un chef de file mondial, et par là un renforcement de la paix mondiale. Faut-il ajouter qu'une claire victoire ukrainienne serait le meilleur moyen de faire reculer l'OTAN que l'invasion russe a sauvée d'une mort cérébrale, dicit Macron, tout en la renforçant par l'adhésion de la Suède et de la Finlande. Seul un affaiblissement si ce n'est un renversement de régime de la Russie impérialiste et dorénavant fascisante serait en mesure de décriper un tant soit peu les gouvernements et peuples d'Europe de l'Est qui voient en l'Otan le seul garant réellement existant de leur sécurité.

Marc Bonhomme, 30 janvier 2023

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca